



LE 18 SEPTEMBRE, EN GRÈVE pour nos emplois, nos missions, nos droits et nos salaires !

Imposons un budget de justice fiscale et sociale

Les orientations budgétaires pour 2026, présentées le 15 juillet par François Bayrou, **cumulaient les régressions sociales et les attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades** : suppression de deux jours fériés, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, doublement des franchises médicales, remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

Les services publics et les fonctionnaires sont une fois de plus la cible privilégiée des politiques austéritaires. À la DGFIP, 550 suppressions d'emplois supplémentaires sont projetées pour 2026 puis 600 pour 2027 avant même application de la suppression d'un fonctionnaire sur 3.

Refusons que la DGFIP soit une nouvelle fois sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire.

La chute du gouvernement Bayrou ne résout rien. Peu importe le visage, **c'est le cap et les politiques menées qu'il faut changer !** Et sans notre mobilisation, sans la mobilisation de toutes celles et ceux qui vivent de leur travail, ce seront encore les fonctionnaires, les salariés, les retraités et les privés d'emplois qui subiront ces coupes budgétaires.

La construction d'un **autre budget, porteur de justice fiscale et sociale est impérative.** La colère sociale doit être entendue.

Nos organisations syndicales exigent :

- Des moyens budgétaires suffisants pour exercer nos missions de service public
- L'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP
- Une revalorisation significative des rémunérations des agents publics
- L'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladies
- L'abandon de l'année blanche et la revalorisation des pensions de retraites et des prestations sociales
- L'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans
- Une véritable justice fiscale avec une hausse de la taxation des hauts revenus
- L'arrêt des aides massives aux entreprises sans contreparties

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et l'alliance CFTD/CFTC Finances Publiques appellent les agentes et agents à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 18 septembre.

**Ensemble, faisons de cette journée un succès
pour porter nos revendications et montrer notre détermination !**

L'intersyndicale se réunira de nouveau dès le 19 septembre.